Cohésion économique et sociale et société de l'information

1997/2021(COS) - 01/10/1997 - Comité économique et social: avis, rapport

Considérant l'importance des technologies de l'information et de la communication (TIC) et le retard de l'UE par rapport à ses concurrents, notamment les Etats-Unis et le Japon, il est essentiel que l'UE élabore une stratégie visant à dynamiser l'engagement et les réalisations communautaires en matière de TIC. A cet effet, le Comité considère qu'une approche globale, prenant en compte les différentes facettes de la société de l'information, y compris ses effets sur la cohésion, est indispensable. C'est pourquoi, dans ses observations générales, le Comité se félicite que la Commission préconise l'élaboration d'une politique sur la société de l'information et examine de manière explicite la manière dont la cohésion doit être prise en compte. Il considère toutefois que la Commission n'accorde pas une attention suffisante au problème du retard de l'Union par rapport aux Etats-Unis et au Japon. Le Comité aborde la question du rôle et de la contribution des Fonds structurels, et du rôle clé du secteur privé dans l'édification de la société de l'information. La question du service universel, aspect crucial de la société de l'information, est également examinée par le Comité qui invite la Commission à affiner la notion de service universel et à examiner de quelle manière ce concept pourrait être plus opérationnel. En conclusion, le Comité considère que de nouvelles possibilités sont offertes aux régions et qu'il est vital que la Commission élabore des mesures spécifiques susceptibles de concrétiser ces possibilités, distinguant entre celles qui ont besoin d'un financement et celles pour lesquelles ce n'est pas nécessaire, tout en prenant en considération la diversité culturelle et sociale des régions de l'UE. Enfin, le Comité invite la Commission à évaluer les conséquences sur la cohésion de l'évolution prévisible dans le domaine des télécommunications et à formuler, en liaison avec les partenaires économique et sociaux, des propositions permettant de lier cette évolution aux politiques de cohésion.